

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Déposée par Monsieur Hubert HAENEL

Qualité : - Membre

---

*Dans la dernière phase du paragraphe 8, après les mots :*

peuvent aussi être introduits

*ajouter les mots :*

par la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires et

---

#### Explication éventuelle :

##### I. Exposé des motifs

Le projet de protocole attribue au Comité des régions le droit d'introduire des recours pour violation du principe de subsidiarité.

Dans le même esprit, cet amendement propose d'attribuer également ce droit à la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires.

Les régions ont des compétences législatives dans certains États membres seulement. Néanmoins, ces régions pourront saisir la Cour de justice par l'intermédiaire du Comité des régions. Le projet de protocole accorde ainsi, paradoxalement, plus de droits à ces législateurs régionaux qu'aux législateurs nationaux qui, quant à eux, ne pourront saisir la Cour de justice ni individuellement, ni par l'intermédiaire d'un organe collectif.

Le protocole introduit ainsi, en pratique, une inégalité entre les États, selon qu'ils ont ou non des régions à compétence législative.

La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) a été officialisée par le traité d'Amsterdam. Elle réunit des représentants des commissions compétentes, dans chaque Parlement, pour les questions européennes. Elle peut donc valablement jouer, pour les législateurs nationaux, le même rôle que le Comité des régions pour les législateurs régionaux.

Attribuer à la COSAC le droit de saisir la Cour de justice pour violation du principe de subsidiarité permettrait de réparer l'anomalie consistant à accorder, de fait, une meilleure protection aux législateurs régionaux qu'aux législateurs nationaux.